



Bulletin des Amis de saint François de Sales

Suisse : Ed. Les Amis de Saint François de Sales , C. P. 2016 – 1950 Sion 2 – CCP 87-
187745-4

E-mail : info@amissfs.com / www.amissfs.com

Le KGB au cœur du Vatican

LE KGB AU CŒUR DU VATICAN est le dernier livre de Pierre de Villemarest, écrit en collaboration avec sa femme, et il a été rendu possible par l'ouverture furtive des archives du KGB pour les chercheurs en 1991-92. Après, elles vont se refermer car Poutine va prendre en main le KGB (sous le nom de FSB). Malheureusement, les média occidentaux ne reprennent pas les révélations de cette recherche, dont on peut avoir un aperçu dans le livre de Boukovski (*Jugement à Moscou*).

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les dossiers du 4^e département du 5^e directeurat du KGB concernant les questions ecclésiastiques et les activités de renseignement et de désinformation en vue de noyauter les Eglises et de les contrôler de l'intérieur, à défaut de les détruire totalement.

De 1919 à 1929, l'Eglise orthodoxe est la cible de la Tchéka.

A partir de 1930, ce que l'on sait moins, l'Eglise catholique, les protestants, les musulmans, les bouddhistes passent sous le rouleau compresseur de la police secrète soviétique.

Le premier chapitre *Un coup d'œil sur les archives du KGB* donne les pseudonymes des patriarches colonels du KGB (on remarque que dans les réunions du Conseil œcuménique des Eglises ils prennent toujours la parole pour condamner la politique des Etats-Unis, comme par hasard), et s'attarde sur la mort de Nikodim qui meurt en 1978 dans les bras de J-P. Ier. Nikodim était un des meilleurs agents de Moscou; métropolite de la Biélorussie et de Leningrad, il ne cessait de sillonna le monde dans les réunions œcuméniques. Il était un des 6 présidents du Conseil mondial des Eglises ce qui lui servait à propager l'information que les croyants d'aucune obédience ne connaissaient de persécutions en Russie. Appuyé par le directeur du KGB, il obtient de se rendre au concile Vatican II avec plusieurs de ses agents, cela lui permet de contrer de l'intérieur la résistance d'une partie

de la hiérarchie hostile au communisme. Pire encore, il réussit à neutraliser l'appui de Rome à l'Eglise uniate ukrainienne et à transformer le *Collegium Russicum*, institution fondée par Pie XI pour former des prêtres destinés à exercer leur ministère en URSS, en secret, en une maison du pèlerin russe qui permettait d'accueillir des prélates soviétiques étudiant à Rome, tous principalement agents du régime de Moscou.

Evidemment l'occident des droits de l'homme et de la démocratie fait semblant de croire que la lutte contre la religion n'a commencé qu'avec la guerre froide, l'URSS à partir de 1948 devant lutter contre les résistances, et l'on répand l'opinion qu'il ne faut pas s'y opposer pour ne pas provoquer de persécutions, alors que Lénine demandait déjà en 1922 aux Tchékistes d'écraser définitivement l'Eglise orthodoxe russe : plus on éliminera de ces réactionnaires, mieux ce sera !

Cependant, le ministre des cultes de Gorbatchev avouait en 1988 : «*Pour ce qui est de contrôler la religion et d'étouffer ses initiatives, c'est auprès des évêques et des prêtres que nous avons le mieux réussi... si le parti contrôle l'appareil ecclésial, nous n'avons pas eu prise sur ses fidèles*».

Plutôt que de continuer à tuer les prêtres et les fidèles (ce qui est une semence de chrétiens, on le sait), on va en fournir de mauvais et c'est à ce moment que les catholiques romains sont devenus la nouvelle cible.

Dieu est l'ennemi personnel de la société communiste écrit Lénine. Après 1945, on imposera l'athéisme à l'aide de tchékistes qui seront de faux prêtres, de faux évêques, parfaits connasseurs de toutes les religions, puisque formés dans des séminaires spécialisés. Cette technique sera mise en œuvre dans toutes les révolutions, en Europe de l'est, de l'ouest, en Amérique latine. La difficulté, c'est de démêler les naïfs, les idiots utiles, des véritables agents...

Les thèmes de la paix et de la justice sociale couvrent

1950 SION 2
J A B

toutes les déviations doctrinales. Ce qui est aussi une partie de cette technique, c'est de dresser les religions les unes contre les autres, mais aussi à l'intérieur d'une même religion, des prêtres, des mollahs, des popes les uns contre les autres. La véritable fascination des socialistes et des libéraux progressistes pour le communisme a aidé la propagande, à laquelle bien des politiciens en visite en Russie ont cru.

C'est à Varsovie, dans un local de l'ambassade de l'URSS, que se trouve dès 1951 le bureau d'où partent et aboutissent les ordres et les rapports des agents dits religieux. En 1946, il existe déjà 4 écoles spéciales : les agents destinés aux pays latins, France, Italie, Espagne, Suisse, Belgique et Amérique latine sont formés à Féodossia en Crimée; il y a une école à Moscou pour l'Amérique du Nord et le Canada, une en Lettonie pour les pays germaniques et une en Roumanie pour les pays musulmans et bouddhistes. De plus en Pologne, un séminaire très secret éduque des faux prêtres catholiques dont la cible principale est le Vatican.

L'Eglise catholique rayonnant sur tous les continents, avec à son service des milliers de prêtres et de prélates et des centaines de millions de fidèles, le Vatican avait toutes les qualités pour devenir un nid d'espions pendant la guerre. Dans cette ruche, on trouve un franciscain défroqué, Georg Elling, employé dans le SD pour les nazis et qui engage un certain Kurtna, interprète connu et très introduit dans les arcanes du Vatican, et surtout un des meilleurs agents de Moscou qui trouve ainsi une couverture parfaite.

Mais Elling est surtout en relation avec les trois collaborateurs du Pape pour les relations diplomatiques, le cardinal Maglione et ses adjoints Mgrs Tardini et Montini.

Les services italiens découvrent Kurtna, établissent une fiche complète et concluent qu'il avait pénétré les services de la Gestapo et l'administration du Saint-Siège pour le compte de Moscou ; tout ce qu'on y lit est étonnant : Estonien, séminariste orthodoxe, puis catholique romain et jésuite polonais, il retourne en Estonie alors que ce pays est occupé par l'armée rouge et qu'on déporte vers la Sibérie. Il élargit ses relations à Rome, devient traducteur du major SS Kappler pour rédiger ses rapports sur l'évolution de la situation en Italie. On sait que la Gestapo savait qu'il était un agent soviétique mais était sûre de le contrôler, et il continue son travail.

Cela paraît un peu brumeux, mais montre bien que tout un monde pas très honnête tire les ficelles, que les prélates n'y voient que du feu ou pire encore sont complices et qu'à la fin de la guerre, personne ne cherche à mettre de l'ordre, à vider ces officines.

On tourne en rond dans ce milieu, car on retrouve plus tard des personnes qui auraient dû être écartées et qui occupent des places stratégiques. Entre autres un secrétaire de Mgr Montini, futur Paul VI, Alighiero Tondi, acteur principal d'un épisode inquiétant : des prêtres infiltrés dans le plus grand secret derrière le rideau de fer, sitôt arrivés sous de faux noms, étaient arrêtés. Pie XII ouvrit une enquête sur ces fuites qui ne pouvaient venir que du Vatican et l'enquêteur prit Tondi en flagrant délit. Celui-ci ne montra aucun remords et Mgr Montini intervint en faveur de son secrétai-

re... C'est à la suite de cela que Mgr Montini fut prié de partir et nommé archevêque de Milan sans titre de cardinal.

Tondi doit quitter le Vatican, reste cependant très important dans les instances communistes, est même pris comme conseiller pour les affaires religieuses par le N° 1 du PC est-allemand et à ce titre reçu par le nouveau pape Paul VI qui ne lui en veut pas, dit Tondi lui-même : "dans sa grande sagesse Sa Sainteté a compris que mon seul but, lorsque je travaillais avec lui, était de travailler pour la paix universelle et la réconciliation est-ouest..."

Si les voies du Seigneur sont impénétrables, dit Villemarest, celles de ses serviteurs posent d'autres problèmes.

Le chapitre 5 met au jour *le communisme dans les fourgons de l'armée américaine*.

La stratégie alliée était de libérer l'Europe occidentale en débarquant dans le sud de l'Italie, ce qui apportait l'avantage de profiter des renseignements que recevait le Vatican. L'opération a été confiée à l'OSS, qui deviendra la CIA en 1947 dont le directeur, Earl Brennan, avait été élevé en Italie, y avait été en poste avant la guerre où il fréquenta des soi-disant fascistes surtout secrètement francs-maçons. Rentré au Etats-Unis, il fait la connaissance de chefs de la mafia que Mussolini avait contraints à l'exil. C'est par ce biais que le roi de la drogue, Lucky Luciano, en prison à l'époque, achète sa libération contre une mobilisation de ses réseaux de barons mafieux au service des plans américains (il mourra de vieillesse en Sicile en 1962, fortune faite dans le trafic de cocaïne).

Les commandants en chef des armées qui ont occupé la Sardaigne, la Sicile et le sud de l'Italie, Mark Clark entre autres, savaient qu'il y avait l'ensemble de la mafia italienne dans leurs divisions et que c'est à eux que l'on donnait le gouvernement provisoire, leur permettant de faire sortir de prison et de nommer maires autant de mafieux que possible. La plupart des cadres de l'OSS ne s'offusquaient pas que des toasts soient portés aux Alliés et à la mafia au cours des banquets. Cette toile tient toujours des pans entiers de l'économie italienne. Et une vingtaine d'élus du Congrès américain ont d'ailleurs dû reconnaître trente ans plus tard, qu'ils devaient une partie de leur fortune aux mafiosi du débarquement.

Mais ils ignoraient qu'il y avait aussi des communistes qui n'oublaient pas leur idéologie et préparaient le terrain. Cette réapparition procède de l'intrusion d'un certain Donald Downes dans les opérations de l'OSS ; tous ses subordonnés venaient des Brigades internationales d'Espagne. Ce D. Downes est découvert et muté mais son second, Tompkins, reste en place et organise la libération de l'Italie, en refusant de s'entendre avec les officiers du contre-espionnage militaire italien, qui se sont démarqués du Duce une fois celui-ci arrêté et pendu. Evidemment, il n'a pas confiance ! Il met en place une Organisation de la Résistance italienne avec 500 cadres et militants venus de la gauche socialiste, façade pour abriter les chefs communistes qui sont en liaison permanente avec un groupe soviétique clandestin basé dans la région de

Trieste, l'œil de Moscou. Hélas, le chef de l'OSS ne pense qu'à sa mission et ne voit pas que son armée secrète est pénétrée par celle de Moscou, car il faut dire qu'à l'époque, l'URSS est une alliée et personne n'imagine ce que sera un jour la guerre froide.

Pour donner un exemple plus concret, une mission secrète est parachutée en Hongrie en 1944 (en vue d'établir un gouvernement national) ; à peine arrivé au sol le groupe est encerclé, massacré et les survivants déportés par des unités allemandes ; et l'on découvre que la fuite venait d'un agent soviétique bien placé à la direction de l'OSS. Il faut aussi rappeler ici que le chef de la Gestapo, Müller, est en relation avec Moscou...

Dans ce chapitre on rencontre pour la première fois, pas la dernière, Licio Gelli, qui sera l'acteur principal du scandale de la Loge P2, et qui ici déjà propose à une mission secrète soviétique basée en Yougoslavie des informations sur des officiers de l'OSS.

Ce long intermède politique pour fixer la situation à laquelle Rome doit faire face, comme le dit Villemarest : “*Sous les draps immaculés de la démocratie, dans le lit dressé par les services secrets alliés, américains en tête, les agents de l'URSS n'avaient plus qu'à endosser le costume des séducteurs, en attendant mieux et plus... les réseaux soviétiques poursuivaient sans bruit leur noyauteage des pistes qui ne menaient pas qu'à Rome mais dans Rome à la Cité du Vatican.*”

Puis Villemarest raconte l'infiltration de l'Ordre de Malte par des agents spéciaux, formés pour cela sous de faux noms ; en effet, c'est très utile car les membres disposent d'un passeport diplomatique, puisque non seulement ses dirigeants sont proches des autorités du Vatican et au courant de ce qui se décide, mais c'est un ordre souverain reconnu par une trentaine d'Etats. Dans un premier temps, Moscou essaie d'avoir une représentation, sous prétexte que tout a changé, que l'on regrette d'avoir assassiné tant de monde, mais heureusement Pie XII déconseille de donner suite. Alors nouvelle tactique : on le noyaute, bien entendu à l'aide d'importants versements d'argent selon une technique qui sera employée dans de nombreuses affaires au cours du XX^e siècle. Quand on a un ou deux informateurs dans la place, on approche les chefs d'un parti ou d'une organisation, et l'on sait à quel degré ils sont sincères, puisque les infiltrés peuvent dire ce qu'ils pensent. Alors, on élimine, à l'aide d'une camarilla ancrée autour du conseil de l'ordre, ceux qui ne sont pas convaincus et on fait nommer ceux qui sont acquis. C'est comme cela qu'on a comme conseiller en politique étrangère de l'Ordre un général qui a de grandes relations dans les milieux dirigeants syriens, et un autre qui est 33^e degré au Grand Orient de Rome.

Ainsi entre 1948 et 53, le plus ardent défenseur de l'ordre de Malte n'est autre que le parti communiste italien. En effet, si un ou l'autre scandale rejaillit et que le Vatican se méfie de ses chefs, le journal du PC s'indigne... et personne ne s'en étonne.

Ces entreprises de déstabilisation de l'Occident ont pour but de mettre l'Italie dans la même situation que les pays de

l'est (un parti communiste qui prend le pouvoir dans le pays et Moscou qui prend le contrôle du parti). Mais grâce à Pie XII, la nouvelle chambre n'a que 182 députés communistes sur 570.

Il faudra 20 ans pour que l'ordre de Malte se sorte de cet imbroglio.

Le chapitre 6 intéresse plus directement l'actualité : l'affaire **Pax**. Dans les années 50, les services secrets de l'OTAN ont découvert une section des réseaux de Moscou chargée d'une vaste opération pacifiste. Le KGB avait déjà donné des directives en vue de pénétrer le milieu des prêtres-ouvriers qui, pétris de bons sentiments mais ignares en matière de subversion allaient basculer dans le combat contre le colonialisme, la guerre, pour la justice sociale, la libération des peuples – mais pas ceux de l'est – et pour sortir d'un catholicisme figé et éloigné des problèmes contemporains.

Pax est donc une création du KGB pour désintégrer l'Eglise catholique de l'intérieur et l'asservir. Boleslaw Piasecki en est le responsable; celui-ci est un agent des services coiffés par le KGB, mais aussi, ce que la plupart des commentateurs oublient de préciser, un agent nazi dès 1938 condamné à mort en 44, récupéré en passant par la Tchéka. En 1963, le cardinal Wyszynski envoie une mise en garde, transmise par le Nonce apostolique, à toutes les autorités religieuses de France, à laquelle Jean Madiran dans *Itinéraires*, le journal *Minute* et d'autres font écho fidèlement (le *Nouvelliste du Valais* l'avait publiée in extenso). Mais *Témoignage chrétien* se plaint de ces attaques et la campagne est vite étouffée par l'entourage du général de Gaulle.

Et pourtant voici ce qu'écrivait Piasecki : «Pour que la Pologne puisse servir de modèle, il faut qu'au plus vite le catholicisme polonais devienne progressiste et collabore efficacement à l'édification du socialisme...»

Les agents de Pax sont soit des communistes entrés sur ordre dans les ordres religieux, soit des prêtres passés secrètement au service du communisme par conviction ou par chantage sur leurs moeurs, soit encore des journalistes ravis des promotions qu'ils acquièrent en participant à la sape des fondements de l'Eglise. Malgré l'analyse exacte du cardinal Wyszynski, ces idées ont pu s'introduire au concile Vatican II.

Il semble que **Pax** ait eu très peur d'être démasqué en France, car Villemarest raconte en annexe trois assassinats de catholiques tués alors qu'ils rassemblaient des documents en vue de les faire connaître.

On y trouve tous les thèmes qui ont servi de fer de lance pour la destruction de la doctrine traditionnelle telle que nous la vivons.

Le titre du chapitre 7 est *L'ordre des jésuites contre le Vatican*.

Les sources de cette partie sont les livres d'Ulysse Floridi, *Moscou et le Vatican*, et de Malachi Martin, *Les Jésuites*, tous deux jésuites et théologiens de renom.

Cette révolte des jésuites commence sous Paul VI qui exige la démission du P. Pedro Arrupe en 1978 ; pour la première fois depuis 1540, un général des jésuites se rebelle contre l'autorité du pape, il refuse de se soumettre. Là-dessus, Paul VI meurt. Un des quatre adjoints d'Arrupe publie une étude selon laquelle les temps nouveaux veulent qu'en finisse avec l'interdiction de l'avortement, de l'homosexualité et de l'ordination des femmes. **Jean-Paul Ier est indigné** à la lecture du rapport sur les déviations de l'ordre laissé par son prédécesseur et prépare en priorité **un texte** pour y mettre fin, texte **qu'il se prépare à faire connaître le 30 septembre devant le conclave des jésuites.** On le trouve mort le 29 septembre au matin... Et bien sûr, l'enquête n'est pas ouverte pour répondre aux nombreuses questions qui se posent : pourquoi le pape n'a-t-il pas sonné, qui a nettoyé le sol et emporté ses mules, etc., etc.

Avec la nomination de Jean Paul II s'ouvre une nouvelle ère, c'est-à-dire que les problèmes de la Pologne passent au premier plan. Il semble que les jésuites ont les mains plus ou moins libres en Amérique latine pour participer à la lutte armée et au nouveau pouvoir marxiste, puisque une dizaine de ministres et sous-ministres du Nicaragua viennent de la Compagnie de Jésus.

Pourtant le nouveau pape confie à un ami d'études qui le répète à Villemarest : " *Ou bien j'arriverai à progressivement désarmer, neutraliser ou écarter, nous dirons certains personnels ancrés dans l'administration du Vatican, ou bien ils auront ma peau. Le plus urgent pour l'instant est de reprendre en main l'ordre des Jésuites.* "

Quant à l'Ost-Politik, Jean Paul II reconnaît auprès de cet ami qu'il est prisonnier du pacte de Metz lors duquel Jean XXIII avait accepté que l'Eglise ne porte plus de condamnation du communisme, ni au Concile ni après.

Cela explique – mais n'excuse pas – toutes les manœuvres du pape pour contourner ces engagements, tous ces voyages avant puis encore plus après l'attentat pour que son extraordinaire popularité le rende intouchable.

Pendant ce temps, les jésuites d'Amérique latine deviennent de plus en plus marxistes et désobéissants (" *Nous voulons simplement un système dans notre pays qui ne soit pas capitaliste* ", assure d'Escoto, drapé dans sa soutane lorsqu'il dut témoigner devant une commission d'enquête du Congrès américain à propos du Nicaragua).

Le seul que cela réjouissait, c'est un certain Nikolai Leonov, le grand maître du KGB pour les Affaires latino-américaines qui peut contrôler tout ce personnel sandiniste et remonter par eux jusqu'à leur protecteur au Vatican.

Le chapitre 8, Un face à face mondial, raconte la prise du pouvoir dans de nombreux pays d'Amérique du sud par les commandos gauchistes soutenus pas le KGB, et tous les mensonges répandus par les pays qui résistaient.

C'est affreux de lire les réactions du clergé, l'évêque de Guernavaca qui brandit le poing en chaire en disant je suis marxiste, le cardinal Arns qui dit dans ses sermons dominicaux qu'il faut en finir avec la propriété privée, etc. C'est l'ivraie répandue en 1950-60 qui germe.

Mais pour le KGB, cela ne suffit pas, la partie doit se jouer en Europe, et pour frapper l'Eglise au cœur, il jette son dévolu sur la Pologne.

Et il y a à ce moment une telle quantité d'agents infiltrés au Vatican, une Loge maçonnique qui recrute ouvertement, qu'on peut penser que l'on est arrivé à atteindre le but suprême des Grands Maîtres des Loges des années 1819-20 qui souhaitaient un pape " au service de nos objectifs, un clergé marchant sous notre bannière en croyant qu'il avance sous la bannière catholique ". (Il y a même un émetteur d'une portée de 4'000 km, saisi ainsi que des messages chiffrés et des codes, ce qui interdit de mettre en doute les intentions des agents).

De 1945 à 1978, l'Eglise polonaise est une épine dans le talon de l'empire soviétique. Lors des crises de 56, elle prend fait et cause pour les émeutes ouvrières. Les textes dont disposent les analystes prouvent le courage du card. Wyszynski qui écrit au chef de l'Etat pour démontrer que les fonctionnaires de la police secrète violent les principes de la constitution.

Après Gomulka, le nouveau chef de l'Etat Gierek, soutenu par ses amis de Paris et d'Europe de l'Ouest, essaie en 1974 d'intégrer complètement la Pologne dans l'ensemble soviétique. La réaction est énorme, 40'000 Polonais avec à leur tête le card. Wyszynski se dressent contre la police malgré les arrestations, les harcèlements pour briser les individus, au point qu'il aurait fallu emprisonner un Polonais sur deux, ce que même les communistes n'arrivent pas à faire. Le pape devient une sorte d'agitateur puisque lui seul arrive à soulever des foules que l'on croyait sourdes et indifférentes.

A la suite de ces événements, la Stasi s'investit en Pologne. Dans les années 78-79, tous les mouvements d'opposition sont unis contre le gouvernement de Varsovie, même des trotskistes, et cela débouchera en 1980 à la création de Solidarnosc.

Jean Paul II prend l'offensive ; il décide d'aller en Pologne les soutenir.

Pierre de Villemarest pense que cette action du pape a été décisive contre le communisme, qu'il est à l'origine de la chute du rideau de fer.

En 1979, Andropov est furieux de l'impuissance devant la montée de la marée catholique polonaise, et ne veut pas croire que sur 3 millions de membres du PC polonais il ne s'en trouve par 100 000 pour défendre le pouvoir, Kania, assez futé et peut-être Polonais avant d'être communiste, lui fait remarquer que l'armée refusera de marcher contre la population, et se mettra de son côté si des contingents de troupe est-allemands apparaissent.

Alors les grèves des chantiers navals de Gdansk donnent naissance à Solidarnosc. Tout cela est strictement contrôlé par la police, par les services secrets de tout bord, américains entre autres et l'on pousse sur le devant de la scène Walesa, plusieurs fois arrêté puis relâché, et dont le KGB pense que, suffisamment tenu, il sera favorable au bon moment à certains accommodements. Villemarest appelle cela la légende

Walesa qui s'enfle pour mieux se dégonfler dix ans plus tard, prix Nobel et avantages financiers à l'appui.

Jaruzelski est maintenant le numéro Un et décrète la loi martiale.

Le pape ne cesse d'intervenir en coulisse, il obtient de Walesa la suspension des grèves en vue d'empêcher l'intervention armée en Pologne. Et c'est cette obstruction papale qui signe l'arrêt de mort de Jean Paul II ; cela nécessitera encore plus d'informateurs, une approche plus serrée de ses habitudes, de ses itinéraires, grâce aux services les plus sûrs aux yeux d'Andropov, ceux de Sofia et de Budapest, et par la supervision par eux des services est-allemands pour arriver à 17 informateurs dans l'administration du Vatican lors de l'attentat de mai 1981.

Dans le cas d'une liquidation physique d'un opposant, les hauts responsables des Organes doivent procéder à un vote et dans le cas qui nous occupe Andropov et Gorbatchev font partie de ceux qui ont voté la mort de Jean Paul II.

Tuer est facile, mais tuer sans traces qui conduisent à l'inspirateur est moins aisé !

Andropov choisit de charger Berlin-Est d'une opération qui se déroulerait à Rome où l'on dispose d'écrans : la maçonnerie, les mafias, une multiplicité de réseaux manipulés par les services secrets hongrois, bulgares, roumains qu'on pourrait sacrifier pour se camoufler.

Cet aspect de l'attentat est parvenu par bribes des mêmes sources qui entre novembre 79 et avril 81 ont permis aux Villemarest d'alerter le colonel Alexandre de Marenches, alors directeur de la DGSE (sûreté du territoire français). Le Journal du dimanche de juin révèle dix ans plus tard que Marenches avait chargé le général Fouilland de prévenir le pape des projets d'attentat.

Cependant c'est seulement 20 ans plus tard grâce au juge italien Imposimato qui enquête sur l'attentat durant six ans et aux confirmations de plusieurs de ses amis, que l'on a appris que cinq directions de l'espionnage et du contre-espionnage est-allemands, la *Stasi*, avaient mis sur pied le scénario avec Moscou, ainsi que le nom de l'officier supérieur qui a coordonné en personne la désinformation diffusée pour orienter l'enquêteur sur des voies de garage : Günther Bohnsack. Il vit toujours à Berlin

De quoi dispose le Vatican pour assurer sa sécurité ? il y a une unité de gendarmerie et une unité appelée Vigilanzia, à la fois bureau de Renseignements généraux et service de contre-espionnage et aussi un service de renseignement à part, avec pour chef un évêque soumis au card. Sodano, appelé la Sapinière (c'est une institution créée sous l'autorité de St Pie X au moment du modernisme et dissoute en 1914 sur les pressions du gouvernement d'Aristide Briand et de hauts dignitaires de la franc-maçonnerie, puis reconstituée). Le Vatican est un Etat qui a le droit d'avoir ses propres services de renseignement d'où ses rapports discrets avec certains membres de l'*Opus Dei*, de la *Légion du Christ* en Amérique latine et l'*Opus Cœnaculi*.

Et puis la garde suisse, sorte de commando de choc spécial.

Ce printemps-là, d'après Malachi Martin dans son livre déjà cité *les Jésuites*, Jean Paul II avait décidé de donner un grand coup de balai dans l'administration de la Cité du Vatican. Le premier coup de sonde se fait au sujet de l'Ost-Politik et Casaroli (qui se prend parfois pour le Kissinger de l'Eglise) défend sa vision du monde en des termes qui semblent sortis des instituts libéraux américains et de leurs arcanes dans la Trilateral, persuadé que ses contacts avec Moscou servent la paix. Cette réunion se termine sur un grand froid entre les prélats.

L'attentat du 13 mai donna lieu à d'innombrables rumeurs, intox et secrets.

A 17 h.17, posté à 3 mètres de la papamobile, Ali Agca sort de sa veste un browning 9 mm et tire. Le pape s'affaisse. Il vise une 2^{ème} fois mais est déséquilibré par ses voisins et sa balle érafle l'épaule de sa cible et blesse deux pèlerins américains. Une 3^{ème} balle est partie, tirée par Oral Celik, un complice turc. Elle atteint le pape au doigt.

La 1^{ère} balle n'est pas mortelle, mais étrangement, on ne transporte pas le blessé à l'unité médicale installée à proximité de la place Saint-Pierre où l'on gardait un flacon de sang du groupe du Saint-Père... Sans explication valable encore à ce jour, l'ambulance l'évacue à l'hôpital Gemelli où l'on fait une transfusion avec un sang incompatible, ce qui provoque une hépatite et durant plusieurs jours le pape se débat entre la vie et la mort. C'est seulement le 23 mai que les médecins annoncent qu'il est définitivement hors de danger.

Casaroli est secrétaire d'Etat et c'est donc lui qui doit gérer l'intérim, cela va de soi. Mais ce qui ne va pas de soi, c'est qu'il va prendre des dispositions à contre-courant de ce que dit et répète Jean Paul II depuis février.

Evidemment, Ali Agca est décrit comme nazi et d'extrême droite ! Pour ce qui est de l'enquête, elle va durer des mois, le juge Imposimato perdant beaucoup de temps dans de fausses pistes et écrans de fumée qui ne mènent à rien. Deux faits sont à retenir : l'étouffement systématique d'une enquête menée par les services secrets du Vatican à la demande expresse de Jean Paul II, puis les révélations d'Ali Agca dans un rapport où est précisée la façon dont il a été entraîné dans plusieurs centres d'instruction de terroristes, tous situés dans des pays de l'Est, outre des passages dans des camps syro-palestiniens.

Villemarest a eu connaissance de ce rapport qui date de juin 1981 et même l'hebdomadaire VSD en parle, mais ces fuites sont vite étouffées. Le KGB va même s'introduire en 1983 dans la cellule d'Agca et le menacer de le détruire ainsi que sa famille s'il ne revient pas sur ses déclarations précédentes. Heureusement Agca demande à voir le juge et consigne par écrit la scène. Le juge est immédiatement convaincu que l'écran bulgare cache la main de Moscou.

Après quinze mois d'instruction, Agca dévoile des faits vérifiés, mais il ignore que les Bulgares et les Allemands de l'Est formaient un écran à ses côtés, selon les méthodes du KGB. On sait maintenant – en particulier par ce Bohnsack

dont on a déjà parlé – que le soir même de l'échec de l'attentat, une réunion d'urgence du Politburo soviétique s'est tenue autour de Youri Andropov, hors de lui, qui voulait monter sur le champ d'autres opérations. C'est ce qui arrive en 1983 : l'enlèvement de deux jeunes filles Mirella Gregori le 7 mai 1983 et Emanuela Orlandi, le 22 juin, qui est la fille d'un commis du Vatican en charge du courrier papal. On ne les retrouvera jamais. La police italienne estime probable que ces deux enlèvements assortis de menaces par téléphone sont des manœuvres pour impliquer Jean Paul II dans un chantage qui permettra de l'accuser d'être responsable de la mort de ces jeunes filles. Seule évidence pour les enquêteurs : les maîtres chanteurs veulent obtenir la libération d'Ali Agca. Après l'épreuve de l'attentat, le pape vit encore celle d'un chantage aux otages qui le soumet à des pressions morales qui visent à freiner son action pastorale et son soutien à la Pologne, en état de siège à cette date.

Le chapitre 12 s'intitule *Infiltration de la garde suisse*. Bien sûr, on était convaincu dès l'annonce de ces trois morts au domicile du commandant que tout était faux, tant ce que l'on racontait semblait tiré par les cheveux. Officiellement, trois corps gisent sur le sol, celui du commandant Estermann, de son épouse et du jeune vice caporal Cédric Tornay dont on va dire que son arme de service a tué le couple avant qu'il ne la retourne contre lui. Le mobile : Tornay, déçu de ne pas avoir reçu de médaille du mérite, est saisi d'un raptus de folie... Cette explication a été livrée avec trop de précipitation, la nuit même, comme si toute enquête était inutile.

Premiers indices d'un montage : l'arme de Cédric Tornay est retrouvée sous son corps alors qu'il se serait tiré une balle dans la bouche. La balle est du 7 mm alors que l'arme était un 9 mm. Il aurait écrit une lettre la veille à sa mère pour raconter le geste qu'il allait commettre. Ce n'est donc plus un coup de folie inexplicable ! La signature de cette lettre ne ressemble pas à la sienne et l'adresse de sa mère est au nom qu'elle portait avant son divorce, ce que Cédric ne faisait jamais (on voit que les faussaires se sont basés hâtivement sur une fiche du dossier).

De plus, la trajectoire des balles qui ne sont pas toutes retrouvées (4 sur 5), ne correspond pas à la description de la scène qui ne signale pas qu'il y avait 4 verres sales sur la table.

La 1^{re} question à poser est : qui est vraiment Aloïs Estermann ? Un agent soviétique, et depuis longtemps. Il est recruté, peut-être grâce à des besoins d'argent, dès avant 1977 par Hofler qui le pousse à parler plus de deux langues avant d'entrer dans la garde suisse, comme l'espagnol, par exemple, qu'il apprend lors de stages en Amérique du sud où il rencontre Gladys Romero. Markus Wolf va charger Günter Bohnsack de le traiter. Bohnsack, on en a entendu parler au chapitre précédent, c'est l'élite des services secrets est-allemands, mais en 1990, il est mis à la retraite, comme tout ce monde là ; or la plupart des anciens de cette amicale souterraine ont été récupérés et réactivés, sauf lui, et cela l'a rempli d'amertume. Dès 1995-96, il décide de parler tout haut, de temps à autre, par bribes, juste de quoi soulager sa

conscience et se venger. Mais son rôle est terminé en 1989. Qui l'a repris ? L'organisme qui a remplacé le KGB à cette date c'est le GRU, l'espionnage et contre espionnage militaire, le seul organisme à n'avoir pas changé de nom depuis 1918 ! C'est donc un colonel Ivanov qui reprend le dossier Estermann, qui, sans cesse occupé à des spéculations et des montages financiers dans des affaires immobilières, le rencontre directement à Rome ou dans sa banlieue.

Le card. Sodano garde le silence, car on entre ici dans des rivalités d'influence au Vatican même où s'affrontent l'Opus Dei ou la Loge secrète évoquée par le père Malachi Martin (on a déjà cité *Les Jésuites* mais il y a un autre livre *The key of this blood* dont le sous-titre est : le combat mondial entre Jean Paul II, Mikhaïl Gorbatchev et l'Ouest capitaliste).

Ici, on rencontre un curieux personnage, Yvon Bertorello, qui fait partie de la Sapinière jusqu'en 1983 et épie dans ce couple Estermann. Pourquoi ? Parce que c'est une légende entretenue par la presse occidentale que ce dernier est un héros qui a sauvé le pape en 1981. Mais si l'on passe au ralenti le film de l'attentat, on voit qu'Estermann n'a pas bougé, et que c'est le secrétaire du pape Mgr Dziwisz qui l'a couvert de son corps.

Bertorello donc appartient aux espions du Vatican chargés d'enquêter sur les infiltrations. Il n'était pas prêtre en 1981, mais il a fréquenté divers séminaires et congrégations, même Ecône. C'est le meilleur ami de Tornay, peut-être pour avoir un contact auprès de la garde suisse (il assistera à son enterrement). Une certitude ressort de quelques confidences faites au journaliste Guitard : Gladys Romero encaissait pour son mari des sommes considérables venues des services soviétiques déposées à Jersey.

Qui a donc tué en 1998, et pourquoi a-t-on tué Tornay ? Villemarest y reconnaît les techniques des services soviétiques dans cette opération de balayage. Les "balayeurs" ne sont pas directement des espions mais des fonctionnaires de la mort qui étudient comment procéder quand ils en ont reçu l'ordre, afin que personne ne puisse remonter à la source d'une exécution. La mort d'Estermann et des deux autres victimes ressemble à de nombreuses autres liquidations dans nos pays dans les années 1980. Le balayage, c'est un point final à ce que l'on appelle une queue d'affaire, et Tornay s'est trouvé au mauvais moment au mauvais endroit, car on sait qu'Estermann se savait découvert et menacé, sans doute par la CIA.

Mais il y a un cadavre de plus, un Russe, Cherebine, bousculé en fin d'après-midi sur les quais du Tibre : il venait de signaler à la Sapinière qu'Estermann travaillait pour le GRU.

A ce stade, on pourrait penser qu'on a atteint le sommet, qu'il ne peut plus y avoir pire, eh bien non, le chapitre 13 s'intitule *Le crime organisé dans Rome*.

Il raconte l'installation des mafiosi, mieux organisés encore depuis la mondialisation, et contre qui le pape avait élevé sa voix lors d'une visite à Palerme sans s'apercevoir qu'ils étaient déjà dans le Vatican, cherchant à se rendre

maîtres des finances ou du moins à en ruiner les fondements. Le déficit de la trésorerie du Vatican va passer de 29 millions de dollars à 63 entre 1980 et 1987, et plus tard, les chiffres deviennent terrifiants.

Le premier de ces parrains c'est Michele Sindona qui devient ami de Mgr Montini lorsqu'il est à Milan ; il donne 2 millions 400 mille dollars pour ses bonnes œuvres, sans que celui-ci se demande d'où venait l'argent. Il a racheté plusieurs banques où siège Mgr Marcinkus parce que le Vatican y a des parts. Amateur de gros havanes, de vieux scotch et de terrains de golf, l'évêque et bientôt cardinal Marcinkus devient membre à part entière de la société au sein de laquelle Sindona avait logé ses embrouilles financières, avec déplacements de capitaux entre banques étatiques et partis politiques, investissements du Saint-Siège et banques étrangères avec filiales aux Bahamas et à Panama. Montini devenu Paul VI fait de Sindona le gestionnaire unique du patrimoine de saint Pierre. En 1973, le responsable du département de la Justice de la section du crime organisé et des affaires de racket accompagné de deux agents du FBI était arrivé de New York pour exposer au secrétaire d'Etat une affaire de fausses actions mettant en cause Paul Marcinkus...

A l'arrivée de Jean Paul II, le personnel change; d'autre part le juge Falcone accuse Sindona de participer à un trafic de stupéfiants, et Falcone est assassiné en 1992. La loge P2 est déjà partie prenante de cette affaire. Le commissaire sicilien est à ses ordres, la *Cosa Nostra* est dans les mains d'un certain Provenzano qui dépend d'un supérieur nommé Licio Gelli. Sindona a besoin d'aide mais des impératifs supérieurs à ses ambitions personnelles joue contre lui, c'est un homme fini.

Il est emprisonné, décide de se venger, ou de se couvrir, rédige dans sa prison une liste d'une bonne centaine d'affiliés de la Loge P2... les magistrats milanais qui la reçoivent appartiennent eux-mêmes à la P2. Sindona récidive, ses révélations font tomber le gouvernement de Forlani, puis un matin de mars, le gardien lui apporte son café dans sa cellule, une gorgée suffit, strychnine, il n'y aura pas d'enquête. Il ne sera pas le seul mort de cette histoire.

Villemarest tient à faire le lien entre la pieuvre, – c'est-à-dire la mafia, le KGB et ses héritiers – le **chapitre 14** raconte *Le KGB et le GRU dans l'ombre de la P2*.

Derrière **Sindona** se profile **Gelli**, derrière Gelli les deux services soviétiques, et Gelli est le grand maître de cette loge *Propaganda Due*. En 1966, à Turin, à l'initiative du Grand Maître du Grand Orient d'Italie, Giordano **Gamberini**, cette loge est sortie d'un sommeil d'un siècle. Il charge Gelli de lui redonner vie et la légende va en faire une vaste conspiration à odeur fasciste, à l'aide de quelques attentats comme celui de Bologne. Pour Villemarest, c'est une *Maskirovka*, une désinformation réussie à grande échelle et le Vatican n'échappe pas à ce montage, plusieurs prélates étant recrutés.

En moins de huit ans elle compte 1720 initiés dans une douzaine de pays.

A la suite d'un krach financier, une perquisition par des policiers pas encore contaminés dans une villa de Gelli, permet de découvrir une liste de 953 nom d'initiés : hauts fonctionnaires, ex-ministres, industriels, éditeurs, de tous les partis, sauf communiste, des vedettes politiques aux commandes de l'Etat. Enorme scandale.

Gelli se nommait lui-même : un savant marionnettiste. Une députée démocrate-chrétienne, Tina Anselmi, présidente de la commission parlementaire d'enquête sur la P2 dira en 84 : Gelli assure la liaison entre la pyramide supérieure qui fixe les buts ultimes et l'inférieure où ils sont mis en œuvre sur le plan pratique. Ce texte a paru dans *Le Monde* du 28 mai 1984.

Les **chapitres 15 et 16** traitent de *L'affaire Calvi, pendu sous un pont de Londres*.

Il est surprenant que tous ces crimes et la tentative d'assassinat de Jean Paul II n'aient jamais été reliés pour prouver qu'une organisation existe, que les observateurs n'aient pas remarqué des liens entre des assassinats en série dans les coulisses de l'empire financier du Vatican. Celui de Ambrosoli à New York alors qu'il était chargé de liquider les biens et les avoirs de Sindona – et avec lui disparaissent des dossiers –. Puis le mafieux William Arico qui avait abattu Ambrosoli.

Le juge Imposimato prend le large pour 4 ans aux Etats-Unis, afin de ne pas devenir la prochaine victime. La nouvelle cible, c'est le successeur de Sindona aux finances du Vatican : Roberto Calvi.

Devenu directeur exécutif du Banco Ambrosiano, il se fait prendre dans la nasse de Gelli. En plus de la loge P2, il y a de nombreux mafieux dans son entourage.

Il est arrêté le 20 mai 1981 pour deux opérations bancaires frauduleuses. Le Banco Ambrosiano est sain, mais il y a à l'étranger le montage d'une dizaine de sociétés souvent illégales. Il est relâché, mais sans passeport et c'est l'un de ces mafieux qui lui fournira le faux passeport qui lui permettra de se rendre en Suisse et de là en Angleterre.

Le fils de Calvi racontera plus tard que lors de l'arrestation de son père il était parti aux Etats-Unis pour rencontrer des personnalités qui pourraient aider son père ; l'archevêque Cheli observateur du Vatican à l'Onu lui avait répété le conseil de Marcinkus : *Que votre père ne révèle aucun secret et s'en remette à la Providence*. Etonnant qu'il sache encore ça existe !

Le 18 juin 1982, un corps est retrouvé pendu sous un pont de Londres. Il a sur lui 15'000 dollars quatre paires de lunettes, deux mallettes accrochées à son corps et des morceaux de brique d'environ six kilos : C'est Calvi, disparu de son domicile depuis une semaine. Le tribunal de Londres va conclure au suicide. Une des quatre autopsies pratiquées plus tard devait prouver que sa nuque n'était pas brisée, qu'il avait été tué avant d'être pendu...

L'affaire Calvi n'est pas seulement une affaire financière, de détournements de fonds, d'abus de confiance, de lavage d'argent. Elle est une affaire politique impliquant les rapports

Est-Ouest, l'empire financier du Vatican et la pénétration de l'Internationale des mafias dans les milieux dirigeants du monde occidental. Une affaire si importante et trouble que des juges italiens et suisses ont rouvert le dossier en automne 2005.

En 86, le magazine italien *Panorama* a publié une lettre de Calvi du 30 mai 82 au card. Palazzini, dont voici un passage éclairant :

“ A qui donc Mgr Marcinkus et son adjoint Luigi Mennini obéissent-ils ? Pourquoi le cardinal Casaroli n'intervient-il pas, lui qui en a le devoir et la possibilité ?

A l'intérieur même du Vatican existe un complot qui, de mèche avec les forces laïques, anticléricales nationales et internationales, vise à modifier l'ordre actuel des pouvoirs à l'intérieur même de l'Eglise. Le cardinal Casaroli et Mgr Silvestrini sont complices, et cela est prouvé, entre autres choses, par le partage d'une série de commissions sur les opérations effectuées par Sindona. Moi-même je pourrais indiquer, si vous le désirez, les lieux et circonstances dans lesquels se sont déroulés ces partages, l'importance des sommes, les numéros des comptes courants ”.

Calvi n'a plus rien à perdre, mais il signe là sa condamnation... Il ne fait aucun doute qu'avant lui déjà puis avec lui, les tractations à l'étranger de l'Ambrosiano ont contribué à laver des fonds de la mafia italienne – on sait par exemple que 20 millions de dollars avaient été versés à la résistance polonaise – et la mafia ne veut pas qu'il parle...

C'est miraculeux que l'Eglise tienne encore debout, dit Villemarest !

Un mot encore de la résistance polonaise puisque l'actualité nous a rattrapés, comme on dit. C'est dans le caractère des Polonais de prendre l'obstacle par le flanc, le contexte géopolitique de leur histoire faisant qu'ils étaient toujours pris en pince entre leurs puissants voisins, ils ne pouvaient survivre en combattant sur deux fronts. Le pape Jean Paul II disait un jour à André Frossard qui s'étonnait de son apparence indulgence : *Laissez donc à l'erreur le temps de se détruire elle-même !*

Cela permet en 1985 l'analyse de Malachi Martin : “ *l'Eglise une, sainte, catholique, apostolique et romaine apparaît désormais comme un groupement ecclésial, pluriel, permisif, œcuménique et évolutionniste* ”.

Le pape réglera donc les problèmes à la polonaise.

C'est l'ambiguïté de Solidarnosc, composée de courants tellement différents, avec tant de compromissions que l'URSS était aux commandes. D'un autre côté, Moscou aurait préféré une confrontation armée qui aurait même pu donner lieu à un conflit mondial, comme le disait Villemarest dans l'Impact en 83, alors en acceptant des accommodements, cela a été évité. Mais tout en admirant cette action du pape, il reconnaît que cela a été la fin **d'un** communisme et non **du** communisme.

Et cela surtout parce que l'Ouest se satisfait de gouvernements qui unissent communistes et non-communistes. Les libéraux et les mondialistes ne veulent pas de la défaite du

communisme, selon la doctrine fabienne qui ne cherche que la chute du stalinisme.

N'oublions pas que Gorbachev est financé par des fondations américaines (Rockefeller, Carnegie et autres permanents de la Trilateral) qui le font passer pour l'artisan du dégel, pour le fondateur d'un communisme à visage humain alors qu'il était, avant d'apparaître sur le devant de la scène, le secrétaire général de l'Administration des Organes, celui qui sait tout et commande tout.

En fait, le but des penseurs du nouvel ordre mondial, après l'échec d'un monde sans spiritualité, était de remettre cette dimension par l'intervention des loges maçonniques. On ne parle plus que d'humanisme, même Gorbachev, et cela couvre la conjonction des efforts soviétiques et des complices occidentaux contre l'Eglise catholique – c'est le but poursuivi par la constitution de l'Europe sans racines chrétiennes.

C'est pour cela que c'est si grave que 15% du clergé polonais ait été pénétrés, manipulés, utilisés par la police politique totalement subordonnée aux services soviétiques. En chiffres, cela fait 3'500 prêtres ou prélat, non pas agents de Moscou, mais dans le piège, sans liberté.

Car, Villemarest l'écrit dans *Présent* du 23 janvier 2007 (ce n'est pas dans ce livre, mais cela le complète bien), «*si les archives de Varsovie, Prague, Budapest, etc., ont été partiellement ou complètement détruites, Moscou qui en recevait les doubles jusqu'en 1985, peut à tout moment mettre en circulation des dossiers susceptibles de gêner ou de discréder une personnalité qui, à un moment quelconque a entretenu des rapport avec le KGB ou ses filiales*».

Alors une question : est-ce qu'en privilégiant une politique de compromis vis-à-vis de l'erreur, Jean Paul II n'a pas piégé lui-même son pays et l'Eglise pour une période encore plus longue ?

Soljenitsyne avait dit : il ne faut pas donner même le petit doigt au mensonge, au communisme.

La rédaction

LE KGB AU CŒUR DU VATICAN

de Pierre et Danielle de Villemarest, peut être commandé à : **Éditions de Chiré, DPF, BP.1 –**

86190, Chiré-en-Montreuil, France.

Tél. 0033-549.51.83.04 – Fax: 549.51.63.50

Prix . 28.- + port